

Bureau de l'Environnement
et des Affaires Maritimes

PREFECTURE du VAR

ARRETE COMPLEMENTAIRE en date du 28 JAN. 1994
imposant de nouvelles prescriptions à la Société ELF-ANTARGAZ
sur la commune de LA GARDE.

Le PREFET du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour
l'application de la loi du 19 juillet susvisée et notamment son article 18,

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1982 autorisant la Société
ELF-ANTARGAZ à exploiter un dépôt de gaz combustibles liquéfiés sur la
commune de LA GARDE,

VU la circulaire du Ministre de l'Environnement en date du 7 mai
1991 relative à la prévention des risques dus aux stockages anciens de gaz
combustibles liquéfiés,

VU le rapport IC/107/92-JLR/BD de l'Inspecteur des installations
classées, en date du 19 janvier 1993,

VU l'avis favorable formulé par le Conseil départemental
d'Hygiène au cours de sa séance du 8 septembre 1993,

VU le rapport IC/JLR/JM-93.186 de l'Inspecteur des installations
classées, en date du 20 décembre 1993, établi suite aux observations de
l'exploitant,

Considérant qu'il convient d'imposer à l'exploitant des
prescriptions additionnelles, en vue d'augmenter la sécurité de
l'établissement,

Sur Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,

A R R E T E

.../...

ARTICLE I.-

La S.A. ELF ANTARGAZ dont le siège social est à COURBEVOIE, Tour ELF, 2, Place de la Coupole, la Défense 6, et qui a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 15 octobre 1982 à exploiter dans l'emprise du lot n° 3 de la zone industrielle de Toulon-Est, rue des Frères Lumières, sur le territoire de la commune de LA GARDE, un dépôt relais de gaz combustible liquéfié est mise dans l'obligation de respecter, dans les délais fixés, les dispositions complémentaires définies aux articles suivants :

ARTICLE II - CUVETTE DE RETENTION - EGOUTS

1) Les réservoirs fixes de GPL seront associés à une cuvette de rétention déportée (non située sous ceux-ci) qui devra satisfaire aux prescriptions suivantes :

- Le sol sous les réservoirs sera rendu étanche et aménagé en forme de pente de telle sorte que les fuites accidentelles de produit ainsi d'ailleurs que les eaux de refroidissement des réservoirs soient évacuées le plus directement possible de dessous les réservoirs et dirigées exclusivement vers la cuvette de rétention déportée, destinée à les retenir.
- Le canal permettant de diriger les fuites accidentelles de produit ainsi que les eaux de refroidissement des réservoirs depuis l'aire étanche aménagée sous les réservoirs jusqu'à la cuvette de rétention déportée devra :
 - être étanche au niveau de son fond et de ses parois latérales,
 - être capable de véhiculer un débit de fluide au moins égal à la somme du débit de produit susceptible de s'épandre en cas de fuite et du débit de l'eau d'arrosage nécessaire à la protection des réservoirs contre les effets thermiques de l'inflammation de la fuite.
 - être aménagé au niveau de son débouché dans la cuvette de rétention déportée de telle sorte que l'arrivée du fluide dans celle-ci ne provoque pas de phénomènes d'érosion susceptibles de nuire à l'intégrité de la cuvette,
- la capacité de la cuvette de rétention sera au moins égale à la somme du volume du produit susceptible d'être issu de la fuite et du volume de l'eau d'arrosage nécessaire à la protection contre les effets thermiques de l'inflammation de la fuite. Le dimensionnement de celle-ci sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.
- Les bords supérieurs de la cuvette de rétention déportée seront distants d'au moins :
 - . 20 mètres par rapport aux parois des réservoirs de GPL,
 - . 10 mètres par rapport à la clôture de l'établissement.

- 2) Dans l'emprise des installations de stockage et de transvasement de GPL, il n'existera aucun réseau d'égout raccordé à l'extérieur par où une fuite de GPL pourrait se déverser.

ARTICLE III - CONFINEMENT DE LA NAPPE GAZEUSE

La clôture entourant le dépôt sera doublée d'une haie d'arbres à feuilles persistantes (cyprès, lauriers palme, fusains du japon, par exemple) susceptibles d'atteindre une hauteur minimale de 2,5 mètres.

Cette haie sera régulièrement entretenue et il sera veillé à ce qu'elle ne se dégarnisse pas en partie basse.

Les portes et portails grillagés d'accès au dépôt seront remplacés par des portes et portails pleins.

ARTICLE IV - DETECTEURS DE GPL DANS L'ATMOSPHERE

- 1) Au moins six détecteurs automatiques de GPL seront installés, à poste fixe, en des endroits judicieusement choisis autour des réservoirs en vue de déceler au plus tôt toute fuite de gaz.

Un projet de plan d'implantation de ces détecteurs sera adressé pour avis et observations à l'inspecteur des installations classées préalablement à l'implantation de ceux-ci.

- 2) Ces détecteurs comporteront deux seuils d'alarme, à savoir :
- un premier seuil, situé à 20 % de la limite inférieure d'explosibilité qui déclenchera une alarme sonore et éventuellement lumineuse susceptible d'être entendue (et éventuellement vue) par le responsable du dépôt pendant les périodes d'activité ou par le responsable du gardiennage pendant les périodes d'inactivité.
 - un second seuil, situé à 50 % de la limite inférieure d'explosibilité qui outre l'alarme ci-dessus entraînera la mise en sécurité automatique des installations du dépôt (arrêt des opérations de transvasement éventuellement en cours par arrêt des pompes de transfert, fermeture de toutes les vannes d'entrée et de sortie des réservoirs).
- 3) Un registre où seront consignées les informations sur les déclenchements de l'alarme par les détecteurs ci-dessus prévus sera ouvert. Sur ce registre seront notamment mentionnés : l'heure, la date, le ou les détecteurs concernés, le seuil d'alarme atteint, le motif du déclenchement.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, à tout moment, le consulter ou demander à ce qu'une copie lui soit transmise.

- 4) Le bon fonctionnement de chacun des détecteurs ainsi que celui du système de mise en sécurité automatique du dépôt visé au paragraphe 2 ci-dessus sera régulièrement vérifié et testé au moins une fois par trimestre.

Ces vérifications et testes seront consignés sur un registre mentionnant notamment la date, le nom de l'opérateur, la nature et le résultat de la vérification ou du teste auquel il aura été procédé.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, à tout moment, le consulter ou en demander à ce qu'une copie lui soit transmise.

ARTICLE V - PROTECTION INCENDIE

La protection des réservoirs en cas d'incendie sera assurée par un système fixe d'arrosage satisfaisant aux dispositions ci-après :

- être capable de fournir un débit d'eau de 210 m^3 par heure afin de pouvoir :
 - arroser à raison de 10 l/mn/m^2 de surface le réservoir en feu ainsi que les deux réservoirs contigus,
 - arroser à raison de $10 \text{ m}^3/\text{h}$ les 5 autres réservoirs.
- être conçu de telle sorte :
 - qu'il soit le moins susceptible possible d'être endommagé en cas de sinistre survenant sur les réservoirs,
 - qu'il soit possible, en cas de sinistre, d'isoler la distribution d'eau sur chaque réservoir par des vannes manuelles à partir d'un point qui soit accessible même en cas de sinistre.
- être capable de maintenir le débit ci-dessus défini au moins pendant 2 heures.
- être asservi à l'atteinte du second seuil par les détecteurs automatiques visés à l'article IV ci-dessus ou, à minima, à une détection autonome de feu.

ARTICLE VI - GARDIENNAGE

Le gardiennage du dépôt, en dehors des périodes d'exploitation, devra être assuré en permanence :

- soit par un agent qualifié présent sur le site,
- soit par un système de télésurveillance.

Dans cette seconde hypothèse et préalablement à son recours par l'exploitant, celui-ci devra soumettre à l'avis de l'inspecteur des installations classées les mesures qu'il compte mettre en oeuvre pour permettre d'assurer la sécurité, l'alerte et la mise en oeuvre automatique des moyens de lutte contre l'incendie.

Ces mesures seront fondées sur des systèmes de détection (d'incendie, d'intrusion), d'alerte automatique (à leur domicile) des personnes qualifiées du dépôt ainsi que des services publics (police, pompiers), de déclenchement automatique des moyens de protection, et feront alors l'objet d'une formalisation par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE VII - BRAS DE CHARGEMENT/DECHARGEMENT

1) Boîtier de rupture

Chaque bras métallique articulé des postes de chargement et de déchargement sera équipé d'un dispositif de sécurité de type à "boîte de rupture" constitué de 2 clapets amont/aval qui assureront automatiquement l'étanchéité tant du côté du bras de chargement ou de déchargement que du côté du véhicule en cours de chargement ou de déchargement, en cas de rupture accidentelle de la liaison à la suite notamment d'un mouvement intempestif du véhicule.

2) Isolement

Chaque bras de chargement/déchargement sera muni en amont d'une vanne commandée à distance et à sécurité positive permettant l'isolement automatique en cas de mise en sécurité du dépôt.

ARTICLE VII - CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le matériel électrique en place dans les zones de type 1 et 2 telles que définies par l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 modifié, relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés, sera recensé et vérifié par un organisme de contrôle extérieur indépendant.

Au cas où cette vérification ferait apparaître que du matériel électrique, non conforme à la réglementation (cf l'A.M. du 9/11/1972 susmentionné), se trouverait dans ces zones de type 1 et 2, sa mise en conformité devrait être réalisée dans un délai maximal de six mois à compter de la date du contrôle par l'organisme extérieur indépendant susmentionné.

Un premier rapport de contrôle, relatif au recensement et à la vérification ci-dessus prescrits, sera établi par l'organisme extérieur auquel aura fait appel l'exploitant. Ce contrôle sera ensuite renouvelé tous les ans.

Le premier rapport de contrôle susvisé sera adressé, par l'exploitant, à l'inspecteur des installations classées dans les 15 jours qui suivront sa réception par l'exploitant. Les rapports suivants seront tenus, par l'exploitant, à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, à tout moment, les consulter ou demander à ce qu'une copie lui soit transmise.

ARTICLE IX - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE, L'ELECTRICITE STATIQUE ET LES COURANTS DE CIRCULATION

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C17-100 de février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agressions et la zone de protection doivent être étudiés par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et plus généralement pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres dimensions.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 dont le compte rendu sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Cette vérification devra également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants et, après tout impact de foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être mis en place sur les installations.

ARTICLE X - EQUIPEMENT DES RESERVOIRS

- 1) Il sera placé, à l'intérieur même de chaque réservoir, au niveau de l'orifice de soutirage du GPL en phase liquide, un clapet interne à commande pneumatique ou hydraulique, à sécurité positive, ou bien tout autre dispositif jugé équivalent par l'inspecteur des installations classées sur la base d'un dossier technique justificatif.
- 2) Chaque réservoir sera équipé, tant sur la canalisation de soutirage du GPL en phase liquide que sur celle d'emplissage de ce même produit, d'une vanne à sécurité positive située le plus près possible de la paroi du réservoir.
- 3) Chaque réservoir sera équipé de deux dispositifs d'alarme de niveau entièrement indépendants, à savoir :
 - Un premier système comportant deux seuils de détection :
 - Niveau "haut" : emplissage "normal d'exploitation" avec retransmission de l'information sur un indicateur lisible par l'ouvrier d'exploitation depuis son poste de travail et déclenchement d'une part d'une alarme sonore et d'autre part de l'arrêt automatique des pompes permettant les opérations de dépotage par un asservissement approprié dès que le niveau de remplissage du réservoir (ou d'un des réservoirs) en cours de remplissage atteint 85 % de sa capacité nominale (ou de la capacité nominale d'un des réservoirs) ;
 - Niveau "très haut" : qui outre l'alarme et l'arrêt automatique des pompes de transfert ci-dessus visées, déclenchera la fermeture automatique d'une part du clapet pneumatique ou hydraulique de sécurité prescrit au paragraphe 1 ci-dessus, d'autre part de la vanne à sécurité positive située sur la canalisation d'emplissage du réservoir prescrite au paragraphe 2 ci-dessus, au cas où le niveau de remplissage des réservoirs (ou d'un des réservoirs) en cours de remplissage atteindrait 90 % de sa capacité nominale (ou de la capacité nominale d'un des réservoirs).

- Un second système sans mode de défaillance commun avec le premier, comportant un seuil de niveau "très haut" qui aura les mêmes effets que ceux prévus pour le niveau "très haut" ci-dessus mais qui déclenchera au cas où le niveau de remplissage du réservoir (ou d'un des réservoirs) en cours de remplissage atteindrait 93 % de sa capacité nominale (ou de la capacité nominale d'un des réservoirs).

ARTICLE XI - DELAIS DANS LESQUELS LES PRESCRIPTIONS EDICTEES DEVRONT ETRE RESPECTEES

Les prescriptions édictées aux articles précédents devront être respectées, à compter de la date de notification du présent arrêté, dans les délais ci-après :

- 6 mois pour ce qui concerne celles figurant aux articles III, VI, VIII,
- 12 mois pour ce qui concerne celles figurant aux articles II, IV, V; VII, IX,
- 18 mois pour ce qui concerne celles figurant à l'article X pour 4 des réservoirs, 24 mois pour les 4 autres réservoirs.

ARTICLE XII - CONSISTANCE DE L'INSTALLATION

- les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du dépôt, en date du 15 octobre 1982, relatives à la consistance de l'installation sont abrogées et remplacées par celles ci-après :
- L'installation autorisée comprend :
 - un stockage de gaz combustible liquéfié limité exclusivement au gaz propane, composé de 8 réservoirs aériens fixes de 47 m³ de capacité unitaire,
 - une installation d'alimentation de ces réservoirs comprenant un poste de dépotage de véhicules citernes gros porteurs d'une capacité de 60 m³/h environ,
 - une installation de remplissage comprenant deux postes de chargement de véhicules citernes de livraisons d'une capacité unitaire de 60 m³/h environ.

Article XIII . ACCIDENT - INCIDENT

L'exploitant devra déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

.../...

ARTICLE XIV.

- 8 -

Les conditions ainsi fixées ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposés aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE XV.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE XVI. CESSATION D'ACTIVITE

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera aussitôt le Préfet. Il remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE XVII.

La présente autorisation cessera de porter effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

ARTICLE XVIII.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE XIX.

L'exploitant devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspecteur des installations classées et par les agents commis à cet effet.

ARTICLE XX.

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et sera tenu de le présenter à toute réquisition.

ARTICLE XXI

Les droits des tiers restent et demeurent expressément réservés.

ARTICLE XXII.

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation des installations rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et la sécurité publique, et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

.../...

ARTICLE XXIII.

- 9 -

- 1) Une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée en mairie de LA GARDE.
- 2) Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte.

- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE XXIV.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,
Le Maire de LA GARDE,
L'Ingénieur des Mines, Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 28 janvier 1994
Pour le PREFET
Le SECRETAIRE GENERAL
Signé Henri MASSE

Pour ampliation
Le Chef de Bureau



Martine VAILLANT